

## APRÈS LES MANIFESTATIONS DU 12 SEPTEMBRE, CONTINUER DANS L'UNITÉ EN TENANT TOUS LES BOUTS !

La fonction publique va à nouveau être mise à contribution pour réduire la dépense publique, et parvenir à réduire dès 2018 le déficit public à 2.7 % du PIB. Et ce alors même que le gouvernement a choisi de poursuivre et d'amplifier la baisse des recettes de l'État, avec des nouveaux délestages fiscaux au profit des entreprises et de certains foyers : ainsi, la réforme de l'Impôt

Sur la Fortune, qui deviendra un Impôt sur le Patrimoine Immobilier, va se chiffrer par la perte de 4 des 5 milliards que rapportait cet impôt, au bénéfice des foyers les plus favorisés, lesquels vont ainsi capter l'essentiel des baisses d'impôt.

L'aspect le plus problématique de la réforme Collège 2016, à savoir l'accroissement de l'autonomie des établissements, a été réaffirmé ; le Ministère allant même jusqu'à annoncer le recrutement des professeurs par les chefs d'établissements, ce qui représenterait une remise en cause majeure de nos statuts et de notre liberté pédagogique.

**La réforme par ordonnances du code du travail est la première pierre d'un plan d'attaques de 18 mois qui va voir se succéder des réformes majeures : droit du travail, assurance chômage, assurance maladie, formation professionnelle, apprentissage, retraites par points, privatisations, réformes éducatives ...**

**L'ensemble de ces réformes vise à diminuer les droits des salariés, leur couverture sociale et leur niveau de vie.**

**C'est une dégradation majeure et sans précédent du pouvoir d'achat des fonctionnaires et des retraités qui est annoncée avant même le rendez-vous salarial du 10 octobre 2017.**

Le gouvernement annonce 120 000 suppressions d'emplois publics durant le quinquennat, dont 70 000 dans la Territoriale et 50 000 dans la FPE (soit un ordre de grandeur de 25 000 dans l'Éducation Nationale). Les annonces de l'été sur le gel du point d'indice, la perte des repères salariaux communs aux trois fonctions publiques, le retour du jour de carence, la hausse de la CSG donnent sans ambiguïté l'orientation gouvernementale

envers les fonctionnaires et les retraités, alors même que la faiblesse des rémunérations décourage les étudiants qui pourraient devenir enseignants. Un possible report de l'application de la revalorisation des carrières PPCR serait en outre un reniement de la parole de l'État.

Le ministère s'attelle en outre à la réforme du baccalauréat, à travers laquelle il entend mettre en place la sélection à l'université et piloter une réforme du lycée qui ne dit pas son nom. Alors que le SNES-FSU demande une concertation de la profession, le Ministère propose un calendrier de consultations très resserré qui commence en novembre en vue d'annonces en janvier, pour une première session en 2021 et les premières conséquences sur la classe de Seconde à la rentrée 2018.

**C'est pourquoi le SNES et la FSU appellent à participer aux manifestations du 21 septembre et, avec l'intersyndicale de la fonction publique à une journée unitaire de grève et de manifestations le 10 octobre 2017.**

**Tous ensemble pour la nécessaire convergence  
des ripostes de chacun des secteurs du salariat !**